

Interpellatie van A. LARIDON, gemeenteraadslid, betreffende de politie-inval in Peterbos op 11 juni 2025.

A. LARIDON donne lecture du texte suivant :
A. LARIDON geeft lezing van de volgende tekst:

Le 11 juin, une descente de police historique a été organisée dans tout le quartier du Peterbos, mobilisant 800 policiers.

« Même ma mère a été contrôlée quatre fois dans la même journée. La police en tenue d'intervention est rentrée chez moi sans nous expliquer nos droits. »

« Mes enfants, qui étaient en période d'examens, se sont retrouvés bloqués chez eux. » « J'avais un examen médical, et je n'ai pas pu sortir. »

Voici quelques témoignages d'habitants du Peterbos. Depuis des années, on assiste à une stigmatisation des habitants de certains quartiers d'Anderlecht. Ils ont le sentiment d'être des citoyens de seconde zone. Ils subissent depuis trop longtemps l'abandon de ces quartiers, un abandon qui a créé le terreau permettant aux violences liées au trafic de drogue de se développer. Et maintenant, ils subissent en plus les interventions policières massives.

Nous comprenons qu'il n'est pas possible de prévenir à l'avance une telle opération policière. Mais ce que nous dénonçons, c'est l'absence totale de considération de ce Collège pour les habitants du Peterbos après cette intervention. Aucune communication ne leur a été adressée.

On a vu plus d'attention accordée aux journalistes et aux caméras qu'aux habitants. Plus d'énergie pour montrer dans la presse que la police sait sortir les gros bras que pour se préoccuper de comment vivent ces interventions celles et ceux qui y habitent.

Dans un contexte de rupture de confiance entre une partie de la jeunesse et la police, nous dénonçons ce genre de méthodes.

Ce n'est pas en traitant ainsi nos citoyens que nous allons rétablir un sentiment de respect mutuel, de confiance et de cohésion face aux véritables ennemis : les barons de la drogue.

Avec le groupe « PTB », nous avons deux questions précises :

1. Quel bilan tirez-vous de cette opération de police ? Sur base de ce qui a été communiqué dans la presse, les résultats semblent bien maigres au regard de l'énorme dispositif mobilisé, et surtout face à l'impact que cela a eu sur les habitants.

2. Peterbos, comme d'autres quartiers, fait partie des zones dites « hotspots », avec des moyens supplémentaires prévus pour lutter contre la criminalité. Mais nous ne pourrons jamais lutter efficacement contre cette criminalité uniquement avec des forces répressives.

Il est d'ailleurs prévu dans ces dispositifs que les acteurs de terrain, comme les maisons de quartier et les maisons de jeunes, soient intégrés à la réflexion collective sur les meilleures solutions.

Mercredi passé, j'ai assisté à une réunion à l'initiative du « SAAMO » et de « D'Broej », deux collectifs qui font un travail remarquable dans ce quartier. Ils m'ont partagé le fait qu'ils n'ont jamais été sollicités dans cette stratégie de lutte contre le trafic, et que, comme les habitants, ils n'ont reçu aucune information sur le bilan de cette descente de police.

Ma deuxième question est donc la suivante :

Qu'allez-vous faire pour, au plus vite, intégrer les acteurs de terrain dans la stratégie des « hotspots » afin de trouver ensemble les meilleures solutions pour lutter contre le trafic, soutenir les habitants, et éviter de renforcer la stigmatisation ?

Monsieur le Bourgmestre donne lecture du texte suivant :
De Heer Burgemeester geeft lezing van de volgende antwoord:

L'opération de police administrative et judiciaire menée le mercredi 11 juin fut sans précédent. Avant tout par l'ampleur de la mobilisation des effectifs de police (plus de 800 policiers et 150 véhicules) qui étaient présents. L'objectif stratégique était de procéder au contrôle des appartements vides dans la cité ainsi qu'à la fouille d'un maximum d'endroits communs et de caves.

Sur le plan opérationnel, l'intention était de fouiller les dix-huit immeubles au même moment ce qui supposait d'avoir les capacités en effectifs à la mesure de ces intentions opérationnelles.

Sur le plan administratif et juridique, relevons que j'avais pris un arrêté de police pour permettre l'évacuation d'éventuels squatters qui occuperaient des espaces sans titres ni droits. C'est ainsi que chaque équipe de police était affectée à un des immeubles. L'officier disposait d'une liste des personnes régulièrement inscrites dans l'immeuble et – évidemment – les habitants réguliers pouvaient se déplacer librement après contrôle. Pour ce qui concerne le timing, nous avions prévu de lancer l'opération après l'heure de départ des enfants vers les écoles et de l'achever avant leur retour (nous étions un mercredi).

Cette opération est l'une des réponses aux appels à l'aide que nous recevons sans cesse des habitants eux-mêmes qui aspirent à pouvoir se libérer de l'emprise de certaines organisations criminelles. Permettez-moi d'insister sur ce fait : l'opération était aussi une manière de renvoyer un message positif vers les habitants pour leur montrer que l'autorité publique n'abandonnera jamais un centimètre carré du territoire. Bref, de lutter contre toute forme de sentiment d'abandon.

Quant aux réactions des habitants, j'ai pu moi-même me rendre sur place de même que Monsieur le Procureur du Roi. Toutes les personnes rencontrées étaient heureuses de l'opération qui rendait espoir à ces riverains. Cette opération n'était en rien un « one shot », puisque depuis cinq autres opérations de moindre envergure ont été à nouveau menées par nos policiers dans cette même cité. Diverses missions d'accompagnement des équipes du « Foyer Anderlechtois » et de « Comensia » ont été aussi diligentées pour aider ces sociétés à reprendre possession de leurs appartements en attente de réhabilitation. Car, là aussi, cette omniprésence policière participe à rendre possible la mobilisation effective des budgets conséquents réservés à la modernisation des immeubles. Sans sécurisation des lieux, et en tolérant outre mesure la mainmise d'organisation sur ces immeubles, il devient impensable de les réhabiliter au grand bénéfice des habitants.

Au-delà de ces interventions policières, des solutions plus structurelles ne viendront, nous en sommes pleinement d'accord, que par la mobilisation constante des services publics que sont les services communaux « Propreté », « Prévention », « Affaires sociales », ... sans compter l'expertise de nos collègues du « Foyer Anderlechtois » et de « Comensia ». Ce partenariat constant se matérialise au travers de l'antenne de proximité installée au bloc 15. Ce partenariat exige aussi, nous sommes à nouveau d'accord, de coopérer pleinement avec le réseau associatif implanté dans la cité. C'est pleinement le cœur de mission de notre antenne de proximité. Ensemble, nous devons agir pour encourager des occupations festives, conviviales des espaces publics. C'est le sens même du projet « My Place to Be ».

En ce qui concerne les autres quartiers, vous aurez probablement noté que 48 heures après l'opération du Peterbos, nous menions, à nouveau sous la conduite du Procureur du Roi et moi-même, une vaste mission de contrôle dans divers commerces proches de la Porte d'Anderlecht. Plus de 100 policiers étaient une fois de plus mobilisés ainsi que des partenaires telles que la Douane, l'Office des Étrangers, Ce dernier week-end, nos services de police réitéraient des opérations significatives dans divers « hotspots » comme Peterbos, Aumale et Cureghem.

La vigilance est donc de mise. L'essentiel de nos petites et grandes opérations sont menées avec le Parquet de Bruxelles. Des magistrats sont d'ailleurs affectés pour le territoire de la zone de police « Midi » afin de garantir un suivi plus pointu des cas individuels. Je vous confirme que nous recevons de l'aide de la police fédérale, en ce compris via l'appui du « FERES » en soirée. De toute évidence, les phénomènes de grande criminalité sont d'abord présents dans les territoires concernés par les « hotspots » (15 en tout à Bruxelles). Cela exige donc que nous puissions d'abord venir en aide aux habitants de ces quartiers qui subissent ces nuisances. Là, comme ailleurs, nous sollicitons aussi les agents communaux de la « Prévention » et de la « Jeunesse » pour travailler plus individuellement avec le public le plus vulnérable à l'emprise des réseaux criminels.

Plus généralement, nous maintenons une grande vigilance au sujet des lieux les plus générateurs de nuisances comme certains établissements HORECA. A cet égard, des procédures de fermeture administrative, voire judiciaire, sont lancées pour bon nombre d'adresses.

Monsieur l'Échevin MOSTEFA donne lecture du texte suivant :
De Heer schepen MOSTEFA geeft lezing van de volgende tekst:

Dans un contexte de crise du logement, cette question mérite une transparence totale et une action résolue. Je souhaite réagir à la question des logements inoccupés à Anderlecht, notamment à la suite des chiffres évoquant près de 200 logements inoccupés au Peterbos. Il est important de rappeler que ces logements ne sont pas laissés à l'abandon. Le Peterbos fait l'objet d'un projet de rénovation d'envergure, piloté par le « Foyer Anderlechtois » et « Comensia », avec le soutien de la « SLRB ».

Beaucoup de logements sont donc vidés en vue de chantiers, ou déjà en chantier, ce qui explique cette vacance temporaire. Ces rénovations s'inscrivent dans une requalification progressive du quartier, avec des relogements temporaires pour les locataires concernés.

Plus largement, au 31 mars 2025, on comptait 698 logements sociaux inoccupés à Anderlecht, toutes SISP confondues. Ce chiffre est élevé, mais il reflète surtout 156 logements en chantier dans les blocs 12 et 7 du Peterbos, 139 rénovations de logements planifiées, 364 logements en cours d'attribution ou de rafraîchissement. Il y a également de nouveaux logements dans les quartiers « Trèfles » et « Digue du Canal ».

Pour les logements communaux, nous comptons actuellement 88 logements inoccupés, répartis comme suit : 21 peuvent être remis en location à court terme, 31 nécessitent des travaux lourds, 36 sont en gestion externe via nos partenaires (AIS, ULAC, Rénovassistance...), quelques logements, notamment à Cureghem, sont murés temporairement en attente de permis ou de chantier.

Enfin, il faut le dire clairement : nous sommes aussi freinés par le fait que la Région bruxelloise est actuellement en affaires courantes, ce qui bloque certains financements, retarde des décisions et allonge les délais pour avancer sur les rénovations, notamment des blocs 13 et 4 du Peterbos.

Malgré ce contexte difficile, notre objectif reste clair, remettre sur le marché le plus rapidement possible tous les logements disponibles, dans le respect des normes de qualité, de sécurité et d'équité.

Madame l'Échevine BENMRAH :

Ce retour positif des opérations de contrôle, à l'instar de celles réalisées au niveau de la chaussée de Mons, qui manifestement recueillent l'assentiment de la plupart des riverains et des commerçants, est encourageant. Vous comprendrez qu'il n'est cependant pas autorisé de rendre public le contenu de ces opérations. D'autres actions de ce type pourraient d'ailleurs être menées à l'initiative des autorités judiciaires.

Les activités économiques en infraction, voire sans aucune autorisation, constituent en effet un véritable fléau à Anderlecht, notamment dans certains quartiers en particulier. Malgré des moyens limités, les services « Développement économique » et « Contrôle urbanistique » effectuent de nombreux contrôles. Les services de Monsieur le Bourgmestre et les miens sont à cet égard souvent en contact, notamment lorsqu'il s'avère que, malgré les mises en demeure et les sanctions administratives, il est nécessaire d'envisager des modes d'action plus poussés.

Concernant la qualité de l'air et la problématique plus spécifique de la cuisson au charbon de bois, je me permets de vous renvoyer à la réponse que j'ai donnée lors du Conseil communal du mois de mai. Comme je l'ai indiqué à cette occasion, je suis disposé à proposer de retirer la ligne de conduite qui permet actuellement de déroger à l'interdiction de la cuisson au charbon de bois dans les établissements de restauration. Cependant, je ne souhaite pas agir dans la précipitation.

Enfin, les services communaux veillent à informer les commerçants, que ce soit par un contact direct avec les contrevenants ou via une information plus générale, notamment sur le site de la Commune ou par l'intermédiaire du guichet « Horeca ».

B. CHIH1 :

En matière de logement, j'encourage vivement les acteurs concernés à tout mettre en œuvre pour limiter le nombre de logements vides. On ne peut pas se réjouir d'une situation où, malgré tous les logements neufs actuellement vacants, un certain nombre de logements existants restent également inoccupés. Il est donc essentiel de trouver une solution à ce problème.

Concernant la sécurité, notre groupe se réjouit des différentes actions mises en œuvre, que ce soit dans quartier du Peterbos ou dans les autres quartiers de la commune. Nous nous réjouissons également de l'implication du Procureur du Roi qui semble collaborer efficacement avec Monsieur le Bourgmestre. Cela étant dit, la situation reste grave. Le fait le plus marquant, c'est qu'entre le moment où notre groupe a introduit l'interpellation vendredi dernier et aujourd'hui, deux nouvelles fusillades ont eu lieu. Le problème, c'est que l'on s'habitue à ces événements, qu'on finit par les normaliser, et cela est inacceptable.

Nous savons bien sûr que l'on ne peut pas endiguer ce phénomène du jour au lendemain, mais notre rôle ici est de relayer les demandes, que ce soit au niveau du Conseil communal ou auprès du Procureur du Roi qui réclame constamment des renforcements budgétaires. Pour être efficace, l'axe justice-police doit être renforcé. Sans cela, on n'arrivera pas à maîtriser cette violence, et les fusillades continueront.

Nous avons aussi besoin de vous, les membres du Collège, pour relayer ce message au niveau fédéral duquel doivent venir les financements nécessaires pour soutenir notre action locale.

Je m'adresse ici tout particulièrement à Monsieur le Président du Conseil communal : nous avons besoin de votre voix pour porter ces messages auprès du Ministre de l'Intérieur, Bernard Quintin, qui détient la compétence en matière de sécurité. Je me souviens qu'en 2024, lors d'une vague de fusillades, vous étiez très présent dans les médias, dénonçant fermement ces événements. Depuis le changement de majorité et le transfert de la compétence sécurité au « MR », votre présence médiatique semble s'être réduite. Je compte sur vous, Monsieur le Président, pour reprendre ce rôle de relais et faire entendre notre voix auprès du Ministre de l'Intérieur.

T. SCHUERMANS:

Heel kort wil ik nog zeggen dat er inderdaad verschillende acties ondernomen worden door verschillende schepenen, vaak ook in samenwerking met elkaar, en dat is positief.

Maar wat ik nog altijd mis, en dat sluit aan bij het verhaal van mijn collega, is een urgentieplan, een duidelijk plan van aanpak, waarin het voltallige schepencollege vanuit de verschillende

bevoegdheden aantoont hoe men aan de slag wil gaan met de veiligheid in onze gemeente. Voor mij is dat tot op vandaag nog altijd niet duidelijk.

We hoeven het warm water niet opnieuw uit te vinden. In Antwerpen, meer bepaald in de wijk Seefhoek, is er recent een urgentieplan gelanceerd. Daaruit kunnen we zeker een aantal elementen halen om te bekijken hoe zij het aanpakken, en eventueel bepaalde punten overnemen. Ik denk dat dat een zeer waardevolle en zinvolle stap zou zijn. En ik hoop ook dat, zodra er een plan op tafel ligt, er een commissie wordt opgericht waarin wij allen worden uitgenodigd, zodat het plan in de diepte kan worden toegelicht. Ik denk dat dat ons als raadsleden enorm tevreden zou stellen.

C. CHERFAN :

Soyons honnête, ce que vous venez de dire, on l'a entendu trop souvent... Oui, vous tenez des réunions. Oui, vous êtes en contact avec la police. Oui, vous affirmez faire le nécessaire. Mais sur le terrain, la réalité est tout autre. Les habitants vivent dans l'insécurité, dans la peur, et rien ne bouge concrètement. Des innocents tombent, des familles sont brisées, et nous continuons à subir. Prenons l'exemple de l'intervention récente à Peterbos. Il faut être lucide, quelques jours à peine après cette opération, de nouvelles fusillades ont eu lieu. Et ça continue ! Cette intervention, aussi spectaculaire soit-elle, n'a pas suffi à rétablir le calme durablement. Il en faut chaque jour. On ne peut pas se contenter de réactions ponctuelles et médiatiques, pendant que la population, elle, vit une insécurité quotidienne.

Aujourd'hui, ce ne sont plus des explications, ni même des intentions qu'il faut, mais bien du concret et du durable car, actuellement, le message envoyé aux criminels, c'est l'impunité, et le message envoyé aux citoyens, c'est : "débrouillez-vous". Combien de morts faudra-t-il encore pour qu'on passe enfin d'un discours d'intention à une véritable politique de sécurité ?

A. LARIDON :

Merci pour votre réponse, que je reconnais comme assez approfondie. Mais je me permets cependant de vous poser encore deux questions importantes. Premièrement, concernant l'inclusion des associations de terrain dans les plans de lutte contre le deal, si je comprends bien, vous affirmez que leur implication est prévue, et c'est évidemment une bonne chose *en principe*. Mais j'espère que nous pouvons, au moins sur ce point, admettre que cela ne fonctionne pas en pratique actuellement. En effet, les premiers concernés, les associations de quartier elles-mêmes, ne sont pas informées, elles ne savent rien de leur supposé rôle dans ces plans. Il y a donc un vrai problème de communication et de coordination. A ce sujet, je n'ai pas entendu de réponse concrète de votre part, comment comptez-vous y remédier ?

Deuxièmement, au sujet de l'information des habitants. Tant mieux si certains d'entre eux ont pu vous rencontrer après l'intervention policière et se sont sentis rassurés. Toutefois, soyons clairs, ce n'est absolument pas le cas pour l'ensemble du quartier ! Nous parlons ici de plusieurs milliers d'habitants confrontés à des opérations de police lourdes, à des restrictions de libertés, comme nous l'avons évoqué plus tôt. Et dans bien des cas, ils n'ont pour seule source d'information que la presse pour essayer de comprendre ce que leur bourgmestre pense de la situation et ce que la Commune envisage de faire.

C'est pourquoi j'insiste fortement sur le fait qu'il y a un besoin réel et urgent de dialogue direct, sur le terrain, entre la Commune et les habitants de Peterbos.

Et je terminerai en, disant que, oui, les habitants veulent qu'on lutte contre le trafic de drogue. Ils veulent que les responsables soient arrêtés et sanctionnés, mais ils ne veulent pas être traités comme des citoyens de seconde zone car ce sont eux les premières victimes du deal dans leur quartier. Alors, faisons en sorte qu'ils se sentent soutenus, respectés, entendus par leur Commune.